



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS AUX PERSONNELS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N° 2026-8700-003

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuels aux personnels de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Midi-Méditerranée
505 rue de la Croix Verte – CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER cedex 5
SIRET 66204311601305

Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord cadre est madame Valérie Metrich-Hecquet, Directrice Générale de l'Office National des Forêts.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 Montpellier cedex 5.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Midi-Méditerranée, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

M. Hervé HOUIN
Directeur Territorial Midi-Méditerranée
ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208- 34 094 Montpellier

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret relatif aux marchés publics (nantissements ou cessions de créances)

Mme Catherine LEPETIT
Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

M. Sébastien BATAILLE
Adjoint au Responsable Santé Sécurité - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE
1 Impasse d'Alicante – 30 000 NIMES
Téléphone : 06 18 20 51 44 - Email : sebastien.bataille@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :

Mme Sabrina LEBEAU
Responsable territoriale Achats - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
ONF – SERVICE FINANCIER - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER
Téléphone : 06 09 31 14 29 - Email : sabrina.lebeau@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Mme Catherine LEPETIT- Agent Comptable Secondaire de la Direction territoriale Midi-Méditerranée.
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : catherine.lepetit@onf.fr

2 CADRE DU MARCHÉ

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuels aux personnels de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) pris par arrêté de 2021.

2.2. Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire est la suivante :

18110000	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires
----------	--

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Structure du marché

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique sans minimum et avec un maximum annuel de commandes de 358 000€ HT.

Le marché prend la forme d'un marché de fournitures exécuté à bons de commande dont les émissions se feront au fil de l'eau en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur.

3.1.1 Décomposition en lots

La consultation est constituée de 5 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Numéro du lot	Contenu du lot	Maximum annuel de commandes du lot
Lot n° 1	FOURNITURE DE VÊTEMENTS DE PROTECTION AVEC MATIÈRE ANTI-COUPURE ET DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	140 000 €
Lot n° 2	PROTECTIONS RESPIRATOIRES ET DES YEUX	23 000 €
Lot n° 3	PROTECTIONS DE LA TÊTE ET PROTECTEURS CONTRE LE BRUIT	50 000 €
Lot n° 4	PROTECTION DES MAINS	60 000 €
Lot n° 5	CHAUSSURES DE SÉCURITÉ AVEC MATIÈRE ANTI-COUPURE	85 000 €

Chaque lot est attribué à un seul attributaire.

En raison de leur nature, les prestations objet du présent marché sont détaillées en annexe 1 intitulée « Liste des lots et descriptif des EPI ».

3.1.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.1.3. Fournitures non prévues

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Le BPU sera éventuellement modifié en conséquence.

3.1.4. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 10% du total des lignes du BPU pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix.

3.1.5 Modalités d'attribution du marché

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Chaque lot sera attribué à un soumissionnaire.

3.2. Durée du marché et délais d'exécution

3.2.1 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour 12 (douze) mois à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'émission de bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

3.2.2. Lieu d'exécution du marché

Les prestations objet du marché, seront exécutées principalement dans la zone méditerranéenne (Régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-D'azur).

3.3. Documents constitutifs du marché

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du titulaire et son annexe financière (BPU) ainsi que les éventuels avenants au présent marché ;
- le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté de 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;

A noter, le CCAG étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

Les conditions générales de vente de chaque titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

Le(s) titulaire(s) de chaque lot devra prendre en charge :

- La fourniture des articles, décrits à l'annexe n° 1 ;
- L'approvisionnement, le conditionnement des effets, les emballages, l'étiquetage ;
- L'expédition, les frais de transport sur les différents sites ;
- Les manutentions, les frais d'assurance de la marchandise pendant le transport, ainsi que les frais de retour au fournisseur des effets défectueux à remplacer ;
- La sérigraphie pour les lots concernés ;
- Les frais inhérents aux échanges lorsque l'erreur est imputable au fournisseur (taille, mauvaise référence, etc.).

Correspondants permanents

Le titulaire désignera un correspondant permanent et unique pour le suivi du bon fonctionnement et de la qualité logistique de l'accord-cadre.

4.1. Passation des commandes

Les bons de commande peuvent être passés par chaque service de l'ONF de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée (agence travaux, agence DFCL, agence territoriale, ...). Il sera passé autant de bons de commandes que de besoins par les services.

Chaque commande sera adressée au titulaire du lot sous la forme d'un bon de commande SAP.

Les bons de commande préciseront :

- l'identité du prestataire du marché,
- l'intitulé du marché et du lot : 2026-8700-003 lot x
- le numéro et la date du bon de commande
- la dénomination sociale du bénéficiaire
- les références, les quantités et les tailles des articles à livrer ;
- le service destinataire, l'adresse de livraison et le montant indicatif.

Seuls les bons de commande transmis par les représentants de l'O.N.F. devront être honorés par le titulaire.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

Afin de garantir la sécurité de ses salariés, en cas de défaillance d'un candidat pour honorer une commande dans les délais prévus, l'O.N.F. se réserve le droit de passer commande chez un autre fournisseur de son choix pour un ou des articles identiques ou équivalents. Cette passation de commande auprès d'un autre fournisseur se fera après information par lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception émis par le pouvoir adjudicateur au minimum 15 jours avant la passation de la commande chez un autre fournisseur. En cas de différence de prix (livraison comprise) entre les tarifs du candidat défaillant et celle constatée lors de cet achat exceptionnel, la différence devra faire l'objet d'un avoir de la part du candidat défaillant, à déduire de la commande suivante.

Les commandes seront passées par email.

L'adresse de livraison et l'adresse de facturation pourront être différentes et seront obligatoirement mentionnées sur le bon de commande.

4.2. Modalités de livraison

Le titulaire assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison des fournitures aux adresses des services indiqués sur les bons de commande (toute adresse ONF en régions PACA ou en Occitanie).

Toute livraison devra être tamponnée, signée et comporter le nom du responsable de l'ONF chargé de la réception. Toute livraison non tamponnée et sans indication du nom du réceptionnaire sera considérée comme non réceptionnée.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué sur le bon de commande sera considérée comme non réceptionnée.

Tous les articles devront être accompagnés d'une notice d'entretien et d'utilisation en langue française et de leur certificat de conformité aux normes CE. Pour l'ensemble des lots, chaque titulaire doit s'engager sur une garantie contractuelle d'une année à la date de réception du produit au sein de l'ONF, garantie excluant l'usure normale.

Un conditionnement distinct et étiqueté sera effectué entre chaque site de commande.

A la fin de chaque année, un état récapitulatif des livraisons sera fourni par le titulaire de chaque marché à l'ONF.

4.3. Délais de livraison

Pour les articles nécessitant un marquage, le délai maximal de la première livraison ne pourra excéder 60 jours au maximum à compter de la réception du bon de commande. Pour les commandes suivantes, le délai de livraison ne pourra excéder 8 jours au maximum à compter de la réception du bon de commande.

Pour les articles sans marquage, le délai de livraison ne pourra excéder 8 jours au maximum à compter de la réception du bon de commande.

Ces délais sont identiques pour chaque lot de la consultation.

Pour permettre d'assurer les délais de livraison, le ou les titulaires des différents lots concernés s'engagent à conserver dans leur stock un nombre minimum d'effets. Ce nombre est laissé à l'appréciation du prestataire. Les candidats préciseront dans leur offre le stock tampon qu'ils s'engagent à mettre en place. L'ONF se réserve le droit de vérifier chez le fournisseur l'existence de ce stock de garantie. L'ONF ne saurait être considéré comme propriétaire de ce stock et dégage toute responsabilité en cas de vol, dégradation, changement de normes....

4.4 Retards de livraisons

En cas de retard de ces dates limites de livraison contractuelles, par dérogation au CCAG-FCS, il sera fait application de pénalités de retard définies à l'article 7.2 du CCATP.

4.5. Echanges d'articles

Les échanges seront possibles pour résoudre les éventuels problèmes de taille imputables aux personnels de l'O.N.F., le pouvoir adjudicateur prenant alors en charge les frais d'expédition des articles retournés. En revanche, l'envoi des nouveaux articles, consécutif à l'échange, sera effectué par le titulaire franco de port et d'emballage.

4.6. Remplacement des effets non conformes

Les vêtements et équipements non conformes à la commande, détériorés ou ne répondants pas aux caractéristiques de référence seront renvoyés au fournisseur par les services récepteurs, en port dû, dans un délai de deux semaines. Les effets de remplacement seront renvoyés par le fournisseur, en port payé par ce dernier, dans les délais prévus au présent marché.

4.7. Modifications ou remplacement d'un matériel

De manière exceptionnelle, en cas de modification des caractéristiques d'un produit ou de la disparition d'un produit proposé au catalogue du fournisseur, le titulaire proposera un produit de remplacement équivalent. Si le titulaire est dans l'impossibilité de remplacer le produit par un produit de catégorie équivalente, il propose un produit à caractéristiques supérieures les plus proches. La personne publique se réserve le droit de ne pas accepter cette proposition et de supprimer du marché la fourniture des produits concernés sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La modification est constatée par simple échange de courrier et substitution du BPU.

4.8. Livraison - Vérification - Responsabilité

Les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures seront effectuées dans les locaux de l'ONF. La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 3 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 3 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

L'admission des fournitures sera prononcée conformément aux dispositions du CCAG FCS.

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

La réception sera actée par signature du bordereau de livraison rédigé en 2 exemplaires (1 pour ONF, 1 pour livreur).

4.9. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu, au titre du présent contrat, d'une obligation de résultat en vue de livrer, dans les délais et dans les conditions prévues, les fournitures qui y sont décrites.

L'ONF pourra résilier en tout ou partie le marché dans les cas prévus aux articles du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, avec un préavis de trois mois.

5 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

5.1. Spécifications techniques

5.1.1 Garantie technique

La permanence dans le temps des effets est un élément fondamental. A ce titre, chaque effet fera l'objet d'une garantie technique dont la durée et les conditions sont à indiquer dans l'offre (un an minimum, conformément au CCAG-FCS).

5.1.2 Description des effets

La description précise de chaque effet est donnée en annexe 1 « Liste des lots et descriptif des EPI ».

Les spécifications techniques pourront être modifiées par avenant en cours de marché dans la mesure où les modifications envisagées ne remettent pas en cause l'économie de l'accord-cadre.

Un catalogue ou une fiche de correspondance des tailles sera fourni par le titulaire pour les articles textiles.

5.1.3 Marquage

Chaque article sera doté d'un marquage conforme à la norme à laquelle il doit répondre, et comprenant au minima les indications suivantes :

- Le nom, la marque commerciale ou tout autre moyen d'identification du fabricant.
- L'identification de traçabilité de l'article (ex : le numéro de lot de fabrication et l'année de fabrication plus le n° de l'article dans le cas des EPI de catégorie III).
- La taille.

Et pour les effets en tissu :

- La composition des tissus.
- Les symboles d'entretien définis conformément à la norme NF EN 340.

Le choix de la technique de marquage des articles identifiés dans l'annexe 1 est la sérigraphie. La taille du logo O.N.F. est de 80 mm par 30 mm, sur le devant côté cœur (gauche).

La sérigraphie sera de couleur blanche sur fond rouge ou sombre.



La sérigraphie sera de couleur verte sur fond jaune ou orange.



CMJN : 100, 0, 100, 50
RVB : 0, 95, 39
WEB : #005F27

Pantone : 349

CMJN : 100, 0, 100, 0
RVB : 0, 150, 64
WEB : #009640

Pantone : 355

CMJN : 0, 0, 0, 0
RVB : 255, 255, 255
WEB : #FFFFFF

5.1.4 Echantillons

Les échantillons sont transmis dans le cadre de la réponse à la consultation. Si l'échantillon présenté avec l'offre du candidat retenu est conforme en tout point avec le CCTAP, il sera conservé gratuitement en tant que **modèle témoin**.

Dans le cas contraire, le titulaire devra fournir gratuitement dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'accord-cadre un modèle témoin de l'effet du lot pour lequel il a été retenu.

Ce modèle témoin sera identifié par un marquage indélébile et servira de référence pour les contrôles ultérieurs et comparatifs. La non-présentation du modèle témoin peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre (cf. article 3.3 du CCATP).

Toute modification conjointement acceptée par un avenant devra faire l'objet d'un nouveau dépôt de modèle témoin.

5.2. Exigences en termes de respect du droit du travail :

Des renseignements seront fournis dans l'offre sur la responsabilité sociale du candidat. A ce titre, il indiquera pour chaque produit :

- Les lieux exacts des phases de tissage, d'ennoblissement et de confection ;
- L'existence ou non d'un code de conduite ou d'un autre type d'engagement en vue de garantir le respect des droits sociaux et fondamentaux chez les fournisseurs et sous-traitants. Dans l'affirmative, joindre une copie complète, et indiquer de plus l'existence ou non d'un contrôle de l'application du code de conduite, et dans ce cas, en détailler les modalités.

En outre, conformément aux dispositions du CCAG-FCS, le titulaire sera tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Afin d'en justifier, il fournira, soit dans l'offre soit dans les 3 mois suivant l'attribution de l'accord-cadre, tous éléments démontrant le respect de ces conventions à toutes les phases précitées : norme SA8000, STeP by OEKO-TEX®, ISO 26000, ou tout autre moyen de preuve équivalent.

5.3 Quantités à fournir

Il n'est pas fixé de minimum mais le montant maximum de commandes sur le marché est de 358 000 €. Néanmoins, l'ONF a indiqué à titre estimatif les quantités de commande sur l'année 2025 dans le cadre du DQE valant BPU.

Les quantités réellement commandées figureront sur les bons de commandes adressés au titulaire de chaque marché.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont détaillés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (DQE/BPU).

Les prix de règlement de chaque commande sont déterminés en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires décrits aux tarifs du bordereau des prix unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les fournitures ainsi que tous les frais afférents aux prestations prévues dans le présent marché. ***Ils s'entendent livraison incluse et emballage individuel inclus également.***

6.3. Actualisation des prix

6.3.1. Modalité de révision des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisables dans les conditions suivantes :

Compte tenu de la nature annuelle des commandes, les prix sont révisés tous les ans à la date anniversaire du marché, sur demande du titulaire, en accompagnant sa demande du calcul détaillé du nouveau prix.

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,4 + 0,6 \times I/I_0]$$

Avec :

P = prix HT révisé

P₀ = prix HT de base de l'accord-cadre, figurant au BPU

I est différent selon les effets :

- Pour les équipements de protection du corps, des yeux et des gants (lots 1,2 et 4) :
I = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 14.19 – Autres vêtements et accessoires - Identifiant séries : 010764108
- Pour les casques (lot 3),
I = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 14.19 – Produits manufacturés - Identifiant séries 010534803
- Pour les chaussures (lot 5),
I = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 15.20 – Chaussures - Identifiant séries 010534573

Les indices de base (I₀) seront les mêmes 12 mois auparavant.

Le prix révisé (P) est calculé à deux décimales, la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure si le chiffre suivant obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

6.3.2. Clause butoir

L'évolution des prix de règlement résultant de l'application de la formule prévue ci-dessus sera limitée à une augmentation de 6 % maximum l'an.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** par l'intermédiaire de la plateforme CHORUS

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2026-8700-003**
- les références du bon de commande afférent ; **45000xx**
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison si elle est connue du titulaire au moment de la facturation,
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

6.4.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro de marché : Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 45XXXXXXX.

Numéro d'identification : 66204311601305

Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.3. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1^{er} rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au CCATP est constatée par un rapport spécial de l'ONF et sanctionné dans le cadre des dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés de Fournitures Courantes et Services.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

7.1. Délai de rétractation

Afin d'éviter les désengagements tardifs et préjudiciables à la bonne organisation des chantiers, au-delà d'un délai de rétractation de 15 jours à compter de la réception de la notification du marché, une pénalité sera réclamée au fournisseur en cas de non-possibilité de fourniture dans les conditions initiales. Son montant sera calculé sur la base de la différence de prix entre l'offre initiale et le prix retenu lors de la nouvelle consultation si ce dernier est supérieur, avec pénalité complémentaire de 10 % si la provenance n'est plus disponible après la nouvelle consultation.

Ce délai de 15 jours doit permettre au fournisseur de s'assurer de son approvisionnement.

7.2. Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels de livraison sont dépassés du fait du titulaire, ce dernier encourt des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, il sera fait application de pénalités de retard selon les modalités suivantes :

- **30 € par jour calendaire de retard**

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera automatiquement accordé(e) au titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG FCS, le titulaire se verra appliqué les pénalités dès le 1^{er} euro.

7.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en

demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

9 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.52212, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des dispositions du code du travail relatives au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

11 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à adresser par téléchargement à la société ACTRADIS en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé. Téléchargement sur le site : www.actradis.fr

12 RESILIATION DU MARCHÉ

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

13 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
<u>7.2</u>	Pénalités pour retard	14.1	Pénalités pour retard